



Convergences Syndicales

Bulletin trimestriel FSU 80 n° 47 - janvier / février / mars 2008 - Supplément n°1

Directeur de publication : Michel Dubuis - CPPAP n°422d73 - Dépôt légal : 1er trimestre - IPNS

Grève unitaire dans la Fonction publique

Jeudi 24 janvier

à l'appel unitaire des fédérations de
fonctionnaires :

**Pour l'augmentation
générale des salaires**

**Contre les suppressions
d'emplois publics**

*L'équipe du SNASUB/FSU Amiens
vous présente ses meilleurs vœux
pour l'année 2008 :
santé, bonheur, prospérité... pour
vous et vos proches.*

Manifestations unitaires :

Dans l'Aisne :

**A LAON,
Place Foch à 10h
(devant le Lycée Paul Claudel)**

Dans l'Oise :

**A BEAUVAIS,
Place du Jeu de Paume
à 14h30**

Dans la Somme :

**A AMIENS,
Place de la Maison
de la Culture à 14h30**

Le site internet du SNASUB académique vous informe :

<http://snasub-amiens.bernard-g.com/>

déjà + de 31.000
visiteurs !

SNASUB / FSU de l'académie d'Amiens

Syndicat national de l'administration scolaire, universitaire
et des bibliothèques / Fédération syndicale unitaire

Siège académique : 9, Rue Dupuis 80000 AMIENS

Téléphone / Fax : 03.22.72.95.02

Adresse électronique : snasub.amiens@wanadoo.fr

Sites internet nationaux : www.snasub.fsu.fr et www.fsu.fr



Enseignement supérieur :

le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche repousse le budget 2008 du gouvernement !

MOTION BUDGET CNESER DU 17 DECEMBRE 2007

**ADOPTÉE : 30 POUR, 7 CONTRE,
6 ABSTENTIONS**

(présentée par le SNESUP-FSU au nom des organisations ci-dessous)

Pour la première fois depuis 15 ans, le CNESER, réuni le 17 décembre 2007 n'examine aucune répartition d'emplois dans les universités. En effet, le budget 2008 de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ne prévoit aucune création de postes, alors que les manques en personnels de toutes catégories sont criants et que des créations de postes sont une condition nécessaire pour améliorer la réussite des étudiants en licence.

Quant au 1,8 milliard d'augmentation annoncé, il ne bénéficie réellement que marginalement aux étudiants, aux personnels, aux universités, aux organismes de recherche publique, puisque ces nouveaux crédits sont affectés pour l'essentiel à l'augmentation des exonérations d'impôts, à un jeu d'écriture sur le paiement des retraites des personnels, à des opérations immobilières prévues depuis longtemps (Jussieu, Mulhouse et Collège de France) et que 391 millions d'euros s'évaporent dans l'inflation.

Le plan réussite en licence annoncé la semaine passée fait enfin de la réussite des étudiants une priorité. Celui-ci apporte des premières réponses pour lutter contre l'échec en premier cycle. Cependant sans création d'emploi, le suivi individualisé, l'augmentation du nombre d'heures de cours ou l'amélioration de l'orientation resteront de vaines promesses. Le CNESER demande à ce qu'un plan pluriannuel de recrutement soit mis en place.

Si la transformation d'emplois de BIATOSS de catégories B et C très ciblés en emplois de catégorie A (6,2 M€) peut permettre quelques promotions internes, elle va augmenter le recours à l'externalisation de certaines tâches. La création d'emplois étudiants, strictement encadrés, ne doit pas éloigner l'étudiant de sa formation.

La part des financements de la recherche sur projets

(+ 190 millions d'euros, dont 2/3 pour l'ANR) est renforcée, ce qui entraîne une stagnation des crédits de base des unités. Une telle situation développe l'emploi précaire et ne peut assurer la recherche fondamentale nécessaire au pays et à l'avancement des connaissances.

La vie étudiante est annoncée comme un des principaux chantiers du gouvernement, mais le budget qui lui est consacré est largement insuffisant et en total décalage avec l'urgence de la situation des étudiants. Si la mobilisation a permis d'obtenir la création d'un 6ème échelon de bourse dès janvier 2008, des mesures d'ampleur sont nécessaires pour résorber la précarité étudiante.

Le sport universitaire reste un parent pauvre de l'Enseignement supérieur, tant par l'insuffisance des emplois affectés que celle des infrastructures existantes.

Les infrastructures universitaires n'offrent pas partout les conditions de sécurité nécessaires à l'enseignement et la recherche et offrent souvent de piètres conditions de travail. Il faut mettre en place rapidement un plan pluriannuel de rénovation et de construction universitaire, dont le CNESER doit débattre, réellement budgétisé au-delà des milliards annoncés liés à la vente d'une partie d'EDF.

Pour ces raisons, le CNESER considère que ce budget et sa répartition sont inacceptables. Le CNESER demande que le Ministère s'engage sur un plan pluriannuel de créations d'emplois et qu'il accorde les financements nécessaires à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche.

**SNESUP-FSU – UNEF – SNASUB-FSU – FSU –
SUP'RECHERCHE-UNSA - SNTPTES-UNSA –
A&I-UNSA – SGEN-CFDT – FERC-SUP-CGT –
FCPE**

Vote sur le budget 2008 :

**37 contre,
3 abstentions,
10 pour**

**Le 29 janvier 2008, personnels ITRF,
vous êtes appelés à élire vos commissaires paritaires
Faites le choix de l'action au plus près des collègues !
Votez et faites voter SNASUB/FSU**



Syndicat National de l'Administration Scolaire, Universitaire et des Bibliothèques - FSU

Section académique - 9, Rue Dupuis 80000 AMIENS
Tél/Fax : 03.22.72.95.02 - courriel : snasub.amiens@wanadoo.fr
Site internet : <http://snasub-amiens.bernard-g.com>

POUR L'AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES **CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES** **PREVUES AU BUDGET 2008**

- 31 postes administratifs pour l'académie d'Amiens

Le Comité technique paritaire ministériel réuni à Paris le 21 décembre dernier a révélé la répartition par académie des suppressions de postes administratifs prévues au budget 2008.

Nous savons en effet, depuis la communication du projet de budget de la mission « enseignement scolaire » fin septembre par le ministre Darcos, que la saignée des emplois de l'administration scolaire et universitaire continuera en 2008 : 600 postes seront supprimés dans le programme « soutien » (120 pour le ministère de l'éducation nationale, 480 pour les rectorats, inspections académiques...) ; 400 postes seront supprimés dans le programme « second degré » (EPL, CIO...).

Pour l'académie d'Amiens :

- suppressions prévues au 1er juillet 2008 dans les services académiques : **-11 postes**

Au recteur de répartir ces retraits d'emplois sur le rectorat et les trois inspections académiques.

- suppressions prévues à la rentrée 2008 dans les EPL, CIO... : **-20 postes**

Au recteur de trouver 20 établissements scolaires ou CIO pour supprimer un emploi, ou bien 40 EPL ou CIO pour retirer un demi poste.

Soit au total, pour l'année 2008 : - 31 postes administratifs : la plus importante diminution d'emplois dans la filière administrative depuis le début des mesures de retrait d'emplois, depuis 2002.

A la lumière de ces suppressions, on commence à comprendre un peu mieux ce que signifie la formule « travailler plus ». Avec moins de personnels, avec beaucoup moins de personnels même, nous devons continuer à assumer les missions quotidiennes du service public.

A noter pour notre académie :

- la création de 4 postes d'enseignants du premier degré
- la suppression de 359 postes d'enseignants du second degré
- la création de 9 postes de personnel infirmier (300 créations nationales financées par la suppression de 300 postes de maître internat/surveillant d'externat)
- la suppression de 19 postes de MI/SE.

DERNIERE MINUTE : le groupe de travail du 23 janvier est reporté après les congés de février et le CTPA compétent sera réuni le 31 mars prochain. Cette information nous a été communiquée lors du CTPA du 17 janvier 2008, par le secrétaire général d'académie.

La question qui se pose est désormais la suivante : combien de temps allons-nous encore supporter cette lente et régulière destruction de l'administration scolaire et universitaire, préfigurant sans doute, à terme, la fin de l'administration de l'éducation nationale parmi les missions du service public de l'Etat ?

GRAND JEU-CONCOURS

**Campagne
présidentielle 2007,**

Nicolas Sarkozy-
candidat déclare :

*"je serai le président du pouvoir
d'achat"*

**Conférence de presse à
l'Élysée,
janvier 2008,**

Nicolas Sarkozy-Président de la
république déclare :

"les caisses sont vides".

Cherchez l'erreur.

Assez d'hypocrisie. Nos salaires de fonctionnaires (parmi les plus bas de la fonction publique) ont perdu près de 7% de leur valeur en comparaison avec la progression des prix depuis 2000. Qui remplit son caddie régulièrement connaît l'augmentation généralisée des prix des produits de consommation courante, sans parler des tarifs du fioul, du gaz ou des carburants.

Nos gouvernants ne veulent pas augmenter nos salaires. Nous leur forcerons la main, par notre mobilisation.

Grève unitaire & manifestations - Jeudi 24 janvier 2008